

SOLIDARITÉ NATIONALE

Un ministère cache-misère

Des aides financières et matérielles sont régulièrement distribuées aux familles nécessiteuses par le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger, Djamel Ould-Abbès. Du couffin du ramadan aux fournitures scolaires en passant par les minibus distribués aux collectivités locales, l'Etat ne fait que confirmer la misère sociale dans laquelle baigne l'Algérie.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – L'Algérie dort sur un matelas de plusieurs milliards de dollars, ne cessent de répéter nos dirigeants qui le brandissent comme un argument du développement économique et social de notre pays. Cependant, la réalité est tout autre. La crise est toujours là. Des manifestations de colère des citoyens sont régulièrement observées à travers tout le territoire national pour réclamer plus de justice sociale et du travail pour les jeunes qui meurent par dizaines en harraga.

Le nombre impressionnant de syndicats autonomes ayant vu le jour ces dernières années illustre parfaitement le malaise social ambiant. Parallèlement, les pouvoirs publics continuent de rassurer, sur un ton menaçant, un peuple à bord de l'explosion sociale.

Elu à la tête de l'Etat en 1999, le président de la République Abdelaziz Bouteflika s'est rappelé, lors du récent Conseil des ministres, qu'il ne faut pas gaspiller l'argent de l'Etat. Pourtant, depuis son élection, des centaines de millions de dinars sont gracieusement distribués sans qu'il y ait des résultats probants. Et c'est à travers

son ministère de la Solidarité qu'une partie de cet argent est «dépensée». A la veille de la rentrée sociale, qui a coïncidé cette année avec le mois de ramadan, Djamel Ould-Abbès a annoncé que son département procédera à la distribution de 1,5 million de «couffins du ramadan» aux familles nécessiteuses.

Le budget consacré à cette opération s'élève à 3 milliards de dinars. Le coût de chaque couffin est estimé à 4 900 DA. A noter que depuis 1999, l'Etat a consacré 11,6 milliards de dinars aux opérations spécial ramadan. Les aides des donateurs sont passées de 5 à 65 millions de centimes en dix ans, ce qui renseigne sur le fait que l'Etat est incapable de prendre en charge seul cette opération qui nous rappelle chaque année le dénuement que vivent des millions d'Algériens. Parallèlement, 6 000 trousseaux scolaires seront distribués et 3,5 millions d'enfants scolarisés bénéficieront de la prime de scolarité.

Djamel Ould-Abbès a déclaré, récemment, que l'Etat a consacré cette année 890 milliards de dinars au titre des transferts sociaux, consistant à soutenir les prix de produits alimentaires, les presta-

tions sociales au profit des étudiants et les allocations. Environ 2 milliards de dinars ont été débloqués pour l'achat de bus que Djamel Ould-Abbès compte offrir aux établissements scolaires situés dans des régions enclavées.

Rappelons que près d'un millier de bus ont été déjà distribués aux collectivités locales, sans que cette opération passe par un avis d'appel d'offres. On se demande sur quels critères l'entreprise qui a fourni ces bus a été retenue, dans un pays où l'on parle — tout dépend des situations — d'un marché ouvert à la concurrence.

Le même interrogation revient concernant la formule choisie par le département de Djamel Ould-Abbès pour distribuer les couffins du ramadan. Cette opération est jugée non transparente et le ministère de la Solidarité n'a jamais donné des explications quant au choix des fournisseurs. Ces questions demeurent toutefois des détails mais qui ont tout de même leur importance devant les sommes colossales dépensées chaque année par l'Etat à travers un ministère «budgétivore».

Le taux effarant du chômage, qui est de 12 % selon les officiels et de 13,8 % selon les responsables de l'Office national des statistiques, sonne comme un avertissement pour ceux qui ne cessent de répéter que ce phénomène a reculé. Les jeunes harraga qui périssent en haute mer et ceux qui travaillent au noir



Une cagnotte de 3 milliards de dinars.

Photo : Samir Sid

sont-ils comptabilisés par le ministère de la Solidarité nationale qui agit en pompier à chaque fois qu'une explosion sociale pointe à l'horizon ?

Face à un peuple qui demande plus de justice sociale, l'égalité des chances, du travail, nos gouvernants ont créé un ministère qui a l'effet d'un calmant. Au lieu d'investir dans des projets durables, on a préféré «acheter» une paix sociale avec l'argent du pétrole que l'Etat dépense sans retenue, mais surtout «légalement» à travers Djamel Ould-Abbès.

L. M.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Une session parlementaire chargée

La session parlementaire d'automne, qui a débuté mardi dernier, s'annonce chargée pour les députés.

Tarek Hafid – Alger (Le Soir) – Dans les prochains jours, ils devront adopter les ordonnances présidentielles portant loi de finances complémentaire 2008 ainsi que celle fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissements. Cette adoption n'est qu'une simple formalité puisque ces deux textes de loi entrent en vigueur dès leur publication sur *le Journal officiel*. Néanmoins, les députés auront tout le loisir de «légiférer» à l'occasion de la présentation de la

loi de finances et du budget de l'année 2009. Comme de coutume, les groupes parlementaires, notamment du Parti des travailleurs, pourront déposer de nombreux amendements. Le texte devrait être au niveau du bureau de l'APN puis remis à la Commission des finances au courant de cette semaine. L'étude et l'adoption de cette loi devraient s'achever vers la fin du mois d'octobre.

Trois autres projets de loi sont également inscrits à l'ordre du jour de cette session. Le premier portant protection du consommateur et répression des

fraudes, le deuxième est relatif à la protection des personnes âgées et le troisième amendement le code pénal. Le passage de ce dernier à l'Assemblée pourrait soulever une vive polémique puisqu'il prévoit de nouvelles mesures visant à pénaliser la hargha, l'émigration clandestine. Certaines sources annoncent que des députés préparent actuellement des amendements dans le but d'annuler ces mesures coercitives. Notons, par ailleurs, que les députés issus de partis politiques minoritaires, qui ont réussi à former une coalition parlementaire, devraient présenter une série de propositions de lois au cours de cette session.

On évoque notamment un projet de texte amendant le code de la route. Mais au-delà des activités législatives, les députés — et les sénateurs — resteront sur le qui-vive ces prochaines semaines. En effet, de nouvelles «informations» font état d'une réunion des deux chambres du Parlement pour procéder à la révision de la Constitution afin d'assurer un troisième mandat présidentiel à Abdelaziz Bouteflika. Il est vrai que cette fameuse révision est annoncée et continuellement reportée depuis 2006. Mais à quelques mois de l'élection de 2009, le temps est compté pour le clan présidentiel.

T. H.

SOUK-AHRAS

Plus de 2 quintaux de viande rouge saisis par la Gendarmerie nationale

Entrant dans le cadre de la lutte contre l'abattage clandestin et agissant sur renseignements, les éléments de la Gendarmerie nationale ont procédé, au cours des dernières 48 heures, au lieu-dit El Rahba, dans la wilaya de Sou-Ahras, à la saisie de 7 carcasses d'ovin, une carcasse d'une vache abattue clandestinement et 35 têtes d'ovin.

Après le constat du vétérinaire, la quantité de viande saisie a été remise à des organismes sociaux relevant de la DAS. Une contravention a été dressée pour abattage clandestin. Le non-respect des conditions d'hygiène et de commercialisation de viandes, le défaut d'estampillage par l'abattoir communal figurent aussi parmi les griefs retenus contre le contra-venant. Une enquête a été ouverte par les éléments de la gendarmerie en vue de connaître les tenants et les aboutissants de cette affaire qui porte préjudice à la santé du citoyen.

Barour Yacine

BÉJAÏA

Deux trafiquants d'armes arrêtés à Akbou

Deux individus spécialisés dans le trafic d'armes ont été arrêtés à Akbou par les éléments de la Gendarmerie nationale, dans la journée de mercredi dernier. Les deux trafiquants ont été arrêtés en flagrant délit au moment d'une vente d'armes, selon notre source, qui ne précise toutefois pas la quantité d'armes qu'ils s'approprièrent à écouler.

Présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Akbou, les deux malfrats ont été aussitôt placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Akbou, en attendant leur comparution devant la cour criminelle de Béjaïa.

Pour rappel, trois autres personnes impliquées dans un trafic d'armes à feu ont été appréhendées la semaine dernière dans la commune de Oued Ghir, selon un bilan de la Gendarmerie nationale.

A. Kersani